



Photo : Isabella Finzi

«Avoir créé une union monétaire sans créer une union fiscale était une erreur fondatrice de la Zone euro», confie Jean-Michel Naulot.

Quand un ancien régulateur se livre

Ancien membre de l'Autorité des marchés financiers, Jean-Michel Naulot, de passage au Luxembourg, critique ouvertement la gestion de l'après-crise.

Six ans après la chute de Lehman Brothers, où en sommes-nous avec la régulation bancaire? Pour répondre à cette question, l'association Etika, qui milite pour une finance responsable, a invité hier, au Luxembourg, Jean-Michel Naulot. Ancien banquier et ancien membre de l'AMF, la CSSF française, il a écrit un ouvrage très critique sur la manière dont les politiques gèrent l'après-crise.

De notre journaliste
Delphine Dard

En tant que banquier pendant 37 ans, puis en tant que membre du collège de l'Autorité des marchés financiers de 2003 à 2013, Jean-Michel Naulot a vu passer un certain nombre de crises. Mais il a plus particulièrement été frappé par la violence de la dernière et aujourd'hui qu'il n'est plus lié à une institution ou autorité financière, il a décidé de livrer sa double vision de banquier et de régulateur sur la manière dont le monde financier est aujourd'hui mené. Il a ainsi publié en 2013, un ouvrage très remarqué au titre évocateur, *Crise financière* :

pourquoi les gouvernements ne font rien.

Il y fait le constat général que depuis 20 ans, la finance ne sert plus l'économie réelle. Il estime aussi que l'après-crise n'a pas été gérée comme il aurait fallu. S'il salue la mise en place d'une supervision bancaire européenne gérée par la Banque centrale européenne, il estime que l'union bancaire ne fonctionne pas comme elle devrait. Selon lui, le cas de la banque portugaise BES en est l'illustration même. Selon lui, c'est le Portugal bien plus que l'union bancaire qui a stabilisé la situation.

En tant que régulateur, il a notamment dû gérer des situations critiques comme celle de l'affaire Kerviel et il explique que lorsque de telles crises secouent une banque, il faut qu'un minimum de personnes prennent en charge la situation pour agir au mieux et au plus vite. La multiplication des niveaux créés par l'union bancaire n'est, selon lui, contrevenu à une bonne gestion des crises.

Mais ce qu'il critique par-dessus tout, c'est la duplicité, voire même le mensonge de certains politiques,

lorsqu'il s'agit d'annoncer de nouvelles mesures dites historiques. Il cite certains gouvernants qui prônaient la taxe sur les transactions financières en public tout en la déniant en petit comité. Plus largement, Jean-Michel Naulot regrette qu'un certain nombre d'hommes politiques oublient eux-mêmes leurs propositions dès que les marchés se portent mieux.

Une Zone euro trop rigide

Jean-Michel Naulot ne regrette ni son passé de banquier ni celui de régulateur et c'est donc sans aigreur aucune qu'il critique un système qu'il voit pencher dangereusement du mauvais côté en Europe.

«Durant la crise des années 1930, lorsque l'inflation s'est approchée de zéro, le coût de la dette s'est mis à augmenter. En pareilles circonstances, il devient impossible pour un Etat déjà endetté d'instaurer une politique de relance en investissant», souligne l'homme qui estime que l'Europe doit agir aujourd'hui très vite avant que la situa-

tion ne dégénère en déflation. Il souligne à ce sujet que l'appel du pied du gouverneur de la BCE, Mario Draghi, en direction des États pour les inviter à agir est un aveu que l'institution se retrouve à court d'armes pour agir.

Pour Jean-Michel Naulot, il va donc falloir s'attacher au dur en se départissant des politiques d'austérité pénalisantes si l'Allemagne le veut bien. Cela signifie aussi qu'il va falloir revoir des éléments fondateurs de l'union monétaire.

«Avoir créé une union monétaire sans créer une union fiscale était une erreur fondatrice de la Zone euro. Vous engendrez forcément des distorsions entre les différents pays dont les entreprises vont profiter.»

Il insiste sur le fait qu'il faut complètement revoir les critères de convergence de la Zone euro qui ont été établis au début des années 1990 «dans un contexte complètement différent de celui d'aujourd'hui». L'ancien régulateur est formel : si l'Europe veut repartir, elle doit sans attendre se remettre en question et assouplir sa législation sous peine de le payer très cher.

De nouveaux visages à la tête des clusters

Élément-clé de la politique de R&D et d'innovation menée par le gouvernement, Luxembourg Cluster Initiative est en constante évolution pour faire face aux défis économiques et technologiques. Elle comprend six clusters, qui rassemblent des parties prenantes nationales dans les domaines de la biomédecine, des technologies environnementales, des technologies de l'information et de la Communication, des sciences des matériaux, des technologies spatiales et des équipements automobiles. Elle s'est récemment enrichi de l'expérience de deux nouveaux collaborateurs, Joo Ortlens et Johnny Brebels.

Joo Ortlens (47 ans) a rejoint l'équipe de Luxinnovation en tant que manager du Luxembourg Automotive Component Cluster (www.automotivecomponents.lu). Le nouveau cluster manager peut se prévaloir d'une expérience significative de plus de 20 années dans les domaines de l'automobile, de l'énergie, de la chimie ou encore de l'industrie de transformation.

Luxembourg Automotive Components Cluster regroupe les acteurs luxembourgeois du secteur automobile innovant.

Johnny Brebels vient également élargir l'effectif du département Clusters de Luxinnovation. A 46 ans, il se voit confier la responsabilité du Luxembourg Materials Cluster (www.materialscluster.lu) et remplace air Laurent Federspiel, en charge de la coordination générale de Luxembourg Cluster Initiative. En tant qu'ingénieur en électronique avec 20 années d'expérience professionnelle dans le secteur automobile et automobile créateur d'entreprises, Johnny Brebels vient prendre tête du Luxembourg Materials Cluster.

AU LUXEMBOURG

PERSONALIA

EY Luxembourg a annoncé hier, l'intégration de 140 nouveaux professionnels : 15 septembre, portant le nombre de ses collaborateurs à 1 100 personnes de 50 nationalités à compter de ce date.

«Ces 140 nouveaux collaborateurs reflètent à la fois forte croissance de nos activités au cours de ces dernières années ainsi qu'une volon continue d'investir dans notre cabinet et nos services : Luxembourg. Nous sommes convaincus que l'économie du Luxembourg offre de multiples opportunités de croissance et aspirons à bien nous positionner pour saisir ces opportunités», a commenté Alan Kinsch, Country Manager Partner d'EY Luxembourg.

ÉNERGIE

Enovos va revoir ses prix d'électricité «naturostroutr pour sa clientèle résidentielle et professionnelle à la baisse dès le 1^{er} janvier 2015. Pour client résidentiel, une baisse quel que 14 % sera appliquée ; le dix de l'énergie électrique

TRÈS
intéressé par
des conseils avisés pour
vos investissements ?

